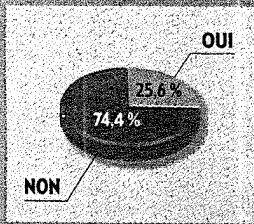


Vos votes

Pourra-t-on maintenir le niveau de vie des retraités ?



Vos réactions à nos articles

Sarkozy assure que la France ne baissera pas la garde ; Morin confirme que les armées vont maigrir

(21/03)

« Le président a raison de redistribuer les crédits des armées en limitant les dépenses nucléaires au profit des armes classiques engagées sur le terrain du terrorisme. Mais plus il retarde le second porte-avions plus celui-ci coûtera cher, et affaiblira la crédibilité de nos moyens militaires. En l'absence de porte-avions, nos deux bâtiments multifonctions sont déjà utilisés à plein temps, bien que mal armés, de même les nouvelles frégates Horizon, également sous-armées par rapport à leurs sœurs italiennes ! Le président doit engager des négociations pour faire participer l'Europe à nos budgets militaires et en particulier à ce porte-avions qui doit être enfin décidé. D'autant que notre effort sur les effectifs français en Afghanistan doit être payé de retour... »

Lucien Raoult

Entreprises : l'accès au crédit se durcit

(21/03)

« Il est plus intéressant pour une banque de faire "joujou" en Bourse plutôt que d'aider les PME, PMI et TPE dans leurs efforts pour notre pays. Sachant que les jeux de "gamins boutonneux" peuvent être dangereux, c'est aux parents de faire attention ! Sous ce trait d'humour, je veux dire, en qualité de gérant de société, qu'il est plus facile pour les banques aujourd'hui de "cramer" 5 milliards que de prêter "100 balles" à une boîte qui fait son boulot, elle. »

André Escure

Crise financière : la BCE doit réagir

(25/03)

« Le rôle de la BCE est aussi de garantir la stabilité des prix. Si elle baisse ses taux, demain l'inflation ne sera pas à 3,3 % mais à 4 % ou 5 %... »

Shaka

Le gouvernement pourra-t-il échapper à un plan de rigueur ?

L'Insee a annoncé vendredi un creusement des déficits publics qui atteignent 2,7 % de la richesse nationale contre 2,4 % prévu. Ce mauvais chiffre a conduit Bercy à relever sa prévision de déficit pour 2008 à 2,5 % du PIB. L'état des comptes publics relance le débat sur l'imminence d'un plan de rigueur.

Oui : Nicolas Bouzou

« Augmenter les impôts freinerait encore plus la croissance »

Les chiffres du déficit budgétaire sont alarmants. Les dépenses totales de fonctionnement de l'État ont beaucoup augmenté (3,6 %), preuve que l'État n'arrive pas à réduire son train de vie malgré des réformes successives et les outils de contrôle à sa disposition. Plus inquiétant encore, ce mauvais résultat s'inscrit dans un contexte de forte baisse du chômage qui a permis de réduire les déficits des comptes sociaux. Or, il est à craindre que le chômage cesse de reculer dans les mois à venir. Et compte tenu du ralentissement de la croissance, et éventuellement de celui de la consommation, les recettes fiscales vont ralentir. La France file donc tout droit vers un déficit public de 3 % du PIB en 2008. Cette dégradation des comptes publics est certes insoutenable à terme mais la marge de manœuvre du gouvernement apparaît particulièrement étroite. Tout d'abord, le budget 2008 a été voté et ce n'est pas véritablement un budget de « rigueur ». Difficile donc de revenir en arrière, sauf à la marge. Ensuite, l'éventualité d'une hausse des impôts, y compris de la CSG, est à la fois politiquement très risquée — le pouvoir d'achat reste la principale préoccupation — et contre-productive en plein retournement de cycle. Augmenter les impôts freinerait encore plus la croissance, et donc assècherait en partie la base fiscale ! Enfin, le gouvernement pourra toujours essayer de se prévaloir devant ses partenaires européens de sa volonté de poursuivre des



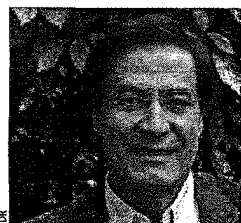
Nicolas Bouzou, économiste, président d'Asteres.

réformes structurelles, comme celle des retraites ou du marché du travail. Mais il est clair que la position de la France risque d'être très fragilisée en Europe.

Non : Pierre-Alain Muet

« La question ne se pose plus, la rigueur est déjà là »

Nous sommes en plein dans le scénario « noir », présenté l'été dernier par le rapporteur général de la loi de finances, et qui indiquait que si la croissance ne dépassait pas les 2 % en 2007 et 2008, le déficit des finances publiques pourrait s'élever à 3,1 % du PIB en 2008. Nous sommes clairement aujourd'hui dans cette trajectoire. Trois options s'offrent donc au gouvernement : réduire fortement les dépenses, augmenter les impôts ou laisser filer les déficits. Il est cependant difficile d'imaginer que la France présente des déficits excessifs, supérieurs au seuil autorisé par le Pacte de stabilité, au moment où elle doit assumer la présidence de l'Union européenne. De toute façon, la



Pierre-Alain Muet, économiste, député PS du Rhône.

question de la rigueur ne se pose plus, elle est déjà là ! Quand le Premier ministre annonce son intention d'annuler 7 milliards d'euros de crédits mis en réserve, cela revient dans les faits à amputer le budget d'autant. Cette mesure ne suffira évidemment pas et le gouvernement se prépare à des décisions autrement plus douloureuses pour les ménages. Nous risquons même de connaître à la fois une réduction des dépenses, une augmentation des prélèvements obligatoires et une dérive des déficits. Il est notamment à craindre que les mesures sociales — comme les emplois aidés, le logement social ou même le projet de revenu de solidarité active — soient gelées ou annulées. De même, le gouvernement aura bien du mal à tenir son engagement de revalorisation des petites retraites. Après avoir gaspillé inutilement près de 15 milliards d'euros l'an dernier avec la loi Tép, le gouvernement n'a tout simplement plus de marge de manœuvre pour échapper à l'austérité.



Douche froide

Les mauvaises nouvelles s'accumulent : baisse décevante des statistiques du chômage, moral des ménages au plus bas depuis 1987 et plongeon des comptes publics, à trois mois d'une présidence française de l'Union européenne. Et ce, au moment où le ralentissement aux États-Unis ne cesse de s'amplifier. Bref, comment éviter dès lors que la France affiche en 2008 un déficit de 3 % du PIB en foulant du pied tous ces engagements ? La marge de manœuvre du gouvernement apparaît d'autant plus très étroite qu'il a « grillé » toutes ses cartouches avec le « paquet fiscal » de 15 milliards d'euros, voté l'été dernier, qui n'a pas atteint son objectif, à savoir créer un « choc de confiance ». Mauvais timing, mauvaise cible. La réduction des effectifs de la fonction publique n'est évidemment pas

à la hauteur du déficit et les effets de la revue générale des politiques publiques tarderont à se manifester. Il va donc falloir s'attaquer aux dépenses et augmenter les recettes. Cela se nomme un plan de rigueur. Côté dépenses, ce sont les « mesures sociales », promises lors de la campagne présidentielle, qui pourraient en faire les frais. Là encore, le calendrier n'est pas très opportun alors que le gouvernement entre dans le vif du sujet des réformes sociales (retraites, marché du travail, etc.). Côté recettes, une éventuelle hausse de la CSG pourrait se justifier, au nom de la protection de notre système social, mais risque d'accroître le désarroi de l'opinion. Reste le « laissez faire », avec à la clé, de fortes tensions à prévoir entre Paris et Bruxelles.

ÉRIC BENHAMOU

Votre @vis

Votez sur ce débat
Sur le Web : tribune.fr
Par SMS : envoyez
Tribune oui ou Tribune non
au 61716 (0,35 euro par envoi + le coût du SMS)

Adressez vos commentaires
Sur le Web : tribune.fr
Par courriel :
vsemond@tribune.fr
ebenhamou@tribune.fr